



**HAL**  
open science

## Crise économique européenne et crise de l'europhisme : quelle corrélation ?

Guy Thuillier

► **To cite this version:**

Guy Thuillier. Crise économique européenne et crise de l'europhisme : quelle corrélation ?. Bertrand Vayssière. Crises et ruptures en Europe : vers quelles mutations ?, Presses Universitaires du Midi, pp.49-62, 2018, Tempus, 978-2-8107-0586-3. halshs-02066997

**HAL Id: halshs-02066997**

**<https://shs.hal.science/halshs-02066997>**

Submitted on 13 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

# Crise économique européenne et crise de l'europhobie : quelle corrélation ?

Les amphis de l'Europe, 21 nov 2015, UT1.

Guy Thuillier, UT2J, LISST, Département de Géographie et Aménagement

Quand on pense à la « crise » qui touche actuellement l'Europe, on pense souvent en premier lieu à la dimension économique. Mais très vite, une autre dimension pointe : il s'agirait pour certains d'une véritable crise géopolitique, voire identitaire ou civilisationnelle (Richard, 2012, Castillo et Ferry, 2015, Cossé 2010). Si l'on peut discuter de la profondeur et du sens de cette crise, il est indéniable que la langueur économique de l'Europe se double actuellement d'une crise de l'europhobie, qui se traduit partout par une montée de l'euroscpticisme, et des menaces sur la cohésion de l'UE – le Brexit, la crise des migrants et le retour des contrôles aux frontières dans l'espace Schengen, la montée de partis anti-européens dans de nombreux pays en sont les indices les plus flagrants. Ces deux crises – crise économique et crise du projet européen – sont forcément liées, mais peut-on se contenter d'une transposition mécaniste, la crise économique ayant fatalement entraîné une crise de l'europhobie ?

Notre proposition ici consiste donc à ne pas se pencher uniquement sur la crise EN Europe, mais de voir comment cette crise devient la crise DE l'Europe, ou plus exactement de l'europhobie : c'est-à-dire du projet d'intégration européenne. En somme, il s'agit ici de partir de la crise économique pour interroger la crise politique de l'idée européenne, en essayant de saisir l'articulation entre les deux.

Précisons que la « crise » économique mentionnée ici est celle commencée en 2008, même si on aurait pu évidemment réfléchir plus largement sur la notion de « crise » depuis 1973. Précisons aussi que le terme « Europe » sera ici utilisé dans le sens d'Union Européenne à 28, à laquelle on agrègera aussi les pays de l'Espace Economique Européen hors UE, soit la Suisse, la Norvège et l'Islande, qui sont intégrés dans données statistiques d'Eurostat.

L'objectif de cet article est de porter sur cette double crise un regard géographique, c'est-à-dire ancré dans une analyse territoriale et cartographique, que nous aborderons à l'échelle régionale, pour une vision plus fine des évolutions.

La crise a touché des territoires différents, avec de fortes inégalités de développement, dès le départ, mais les a touchés de façon différentielle. Certains n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de richesse d'avant la crise, d'autres ont poursuivi leur développement malgré la crise et n'en ont subi que des effets atténués.

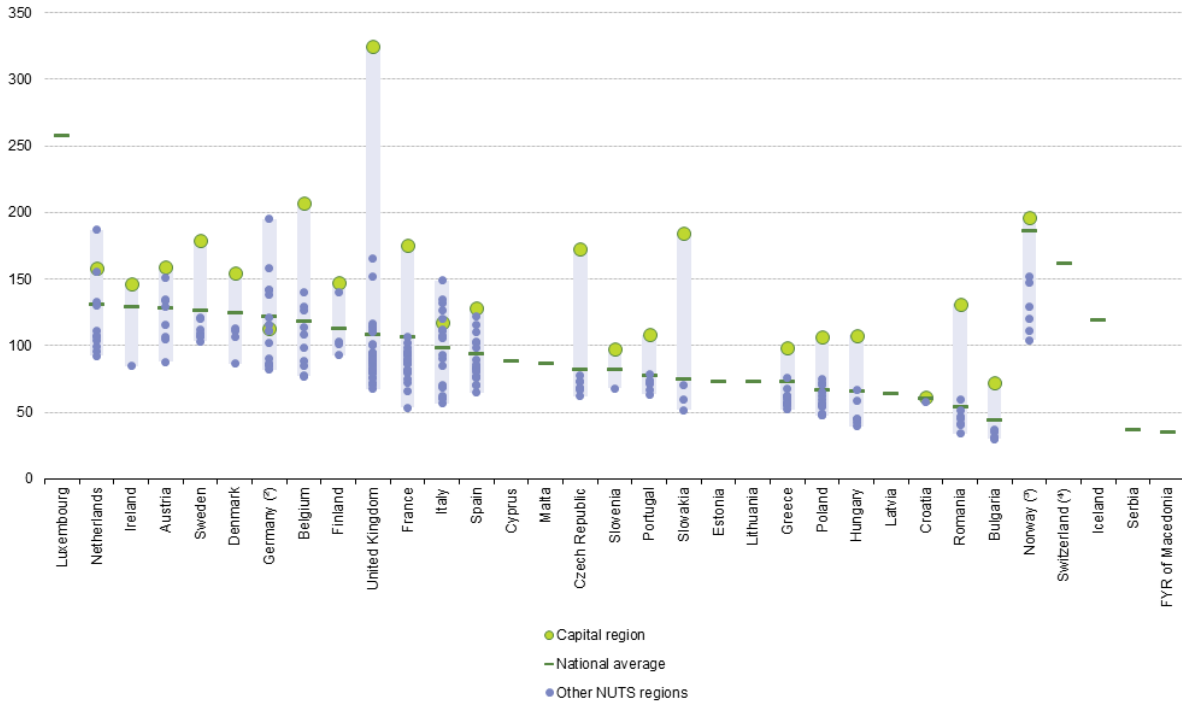
Comment la crise a-t-elle contribué à recomposer les écarts de richesse au sein de l'UE ? A-t-elle eu un effet homogénéisateur ou bien a-t-elle contribué à creuser les inégalités ? Quelles en sont les conséquences géopolitiques sur le projet européen et la cohésion de l'UE ?

Il faut d'abord rappeler que la crise est venue frapper un ensemble économique, l'UE, aux territoires économiquement hétérogènes, et que ses effets, par conséquent, sont forcément différents selon les lieux. Pour finir, nous verrons que les conséquences sur l'intégration européenne de ce choc économique sont finalement assez paradoxales.

# I. Une Europe inégalement touchée par la crise

## 1. De fortes inégalités territoriales dans l'UE

**Figure 1** : disparités régionales du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant, en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA), par régions NUTS 2, 2013 <sup>(1)</sup>  
(en % de la moyenne UE-28. UE28 = 100) *Source*: Eurostat



(\*) The light purple shaded bar shows the range of the highest to lowest region for each country. The dark green bar shows the national average. The light green circle shows the capital city region. The dark purple circles show the other regions.

(\*) Only available for NUTS level 1 regions.

(\*) Only available at national level.

(\*) 2012.

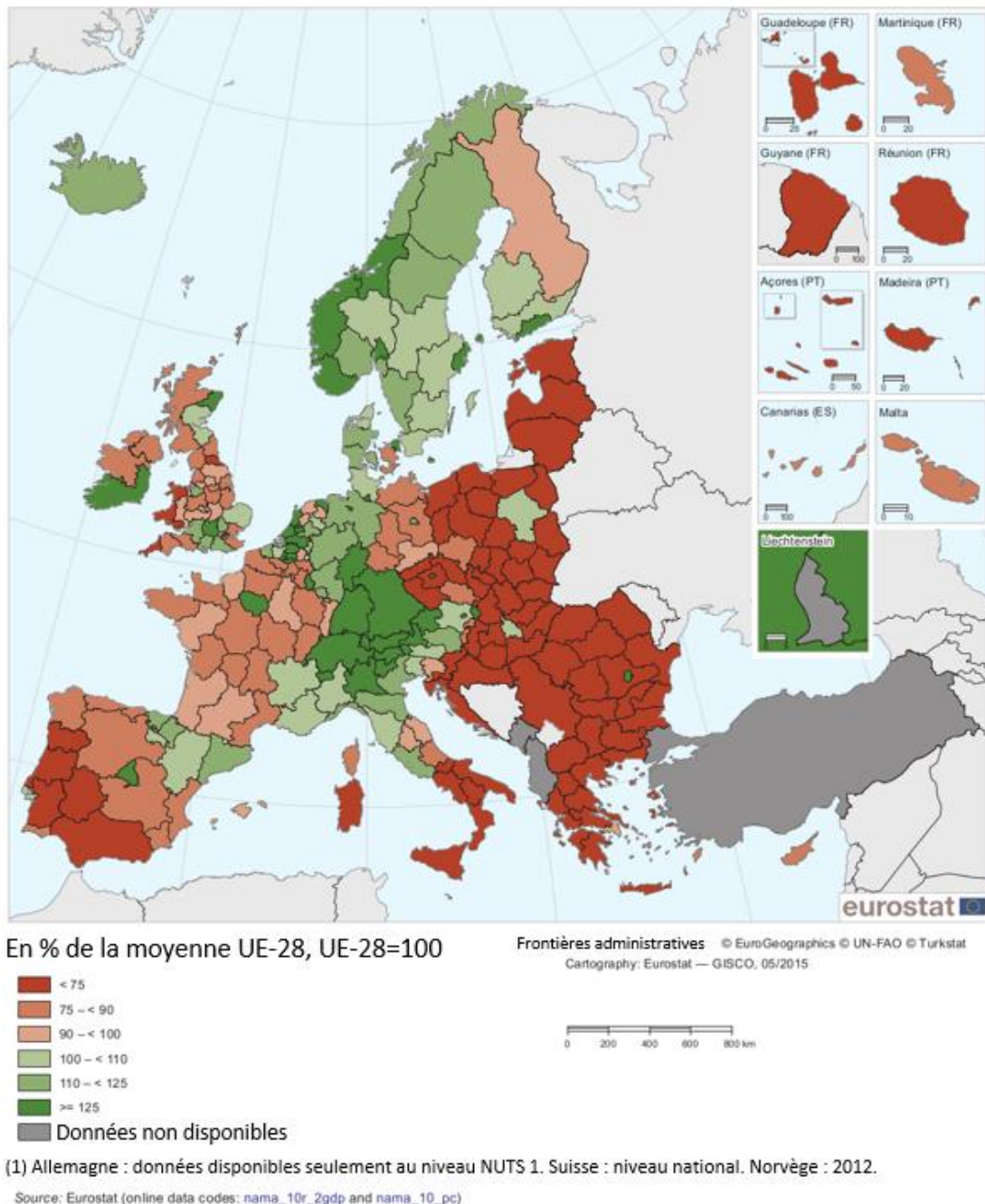
Source: Eurostat (online data codes: nama\_10r\_2gdp and nama\_10\_pc)

Comme on le visualise assez clairement sur la **figure 1**, il convient de rappeler d'abord que l'UE est un ensemble territorial marqué par de fortes disparités économiques internes (Crozet, 2012). Alors que l'on avait avec les 6 membres fondateurs de de 1957 un club de pays développés, avec des niveaux de développement similaires, les élargissements vers le Sud, dans les années 1980, puis vers l'Est à partir de 2004, dessinent un territoire européen marqué par de fortes inégalités internes de développement. Si l'on s'en tient à l'indicateur traditionnel du PIB par habitant, on constate en effet un rapport de 1 à 11 entre les régions les plus riches (Inner London, indice 350) et les plus pauvres (indice à peine supérieur à 30 pour de nombreuses régions rurales de Bulgarie).

Si l'on sort de la comparaison l'Inner London, qui constitue en effet un cas particulier avec la présence en son sein de la City, place financière mondiale au PIB sans rapport avec sa population, la deuxième région la plus riche de l'UE en termes de PIB/h est Bruxelles capitale, avec un indice de 207. On reste cependant sur un rapport de 1 à 7, en termes d'écart de richesse, avec les régions les plus pauvres de l'UE, en Bulgarie.

A titre de comparaison, en France métropolitaine, l'écart entre la région la plus riche, l'Ile-de-France (176) et la plus pauvre (Limousin, 80), est de 1 à 2 seulement. Comment se répartissent ces inégalités sur le territoire européen ?

**Carte 1 : Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant, en Standards de pouvoir d'Achat (SPA), par régions NUTS 2, 2013 (1)**



**La carte 1**, réalisée par Eurostat, présente le tableau, bien connu, des inégalités de développement en Europe, mesurées par l'écart à la moyenne européenne du PIB/h, par NUTS 2<sup>1</sup>, en 2013. Le PIB/h est ici mesuré en SPA, ou Standard de Pouvoir d'Achat, pour tenir

<sup>1</sup> Dans le jargon européen, la « NUTS », soit Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques, désigne un découpage régional statistique utilisé pour faciliter les comparaisons entre pays. Les unités ainsi définies ne constituent pas forcément des unités administratives officielles. Le niveau retenu ici est le NUTS 2, qui correspond à des territoires dont la population est comprise entre 800 000 et 3 M d'habitants. En France, les NUTS 2 correspondent aux 22 régions d'avant la réforme territoriale de la loi NOTRe de 2015. Les plus petits Etats d'Europe sont constitués d'une seule région NUTS 2. Il faut noter que pour l'Allemagne, les données de la carte utilisée ici sont disponibles seulement à l'échelle des NUTS 1, qui correspondent aux *Länder*.

compte de la différence des niveaux de prix entre les pays. Cette carte peut servir de cadre de référence, pour avoir à l'esprit l'état des lieux actuel des inégalités de développement en Europe. Les régions vertes sont plus riches que la moyenne UE, les rouges plus pauvres. Les régions les plus riches sont autour de la dorsale européenne, qui s'étend en gros de Londres à Rome, via l'Europe rhénane et l'Italie du Nord. Cet espace de prospérité relative s'étend en fait à tout l'arc alpin, pousse ses tentacules vers la Catalogne via le Sud-Est de la France, et également vers la Scandinavie et l'Islande. En dehors de cette dorsale européenne « élargie », quelques régions plus isolées montrent aussi des niveaux de développement supérieurs à la moyenne. On y trouve des espaces insulaires ou péninsulaires de l'Europe du Nord (l'Ecosse orientale, le Sud et l'Est de l'Irlande), mais aussi de nombreuses régions capitales, de l'Europe de l'Ouest (Ile-de-France, Madrid, Lisbonne) ou de l'Est (régions de Varsovie, Prague, Bratislava, Budapest et Bucarest).

Pour ce qui est des régions en retard de développement, on peut d'abord s'intéresser aux régions dont le PIB/h est très inférieur à la moyenne européenne, c'est-à-dire compris entre 30 et 75 % de cette moyenne. Il s'agit des régions en rouge vif sur la carte. Ces régions se localisent essentiellement aux périphéries de l'Europe. Un premier sous-ensemble concerne certaines régions occidentales du Royaume-Uni : Cornouailles, Pays de Galles. Un deuxième sous-groupe de régions est identifiable, aux marges de l'Europe du Sud : Portugal, Sud-Ouest espagnol (Estrémadure, Andalousie), Sud de l'Italie (Mezzogiorno et Sicile), Grèce. Enfin, un troisième sous-ensemble, le plus important en termes de territoires et de populations, englobe l'essentiel de l'Europe de l'Est.

D'autres régions apparaissent également dans des nuances de rouge moins vives sur la carte : il s'agit de régions légèrement plus pauvres que la moyenne européenne, avec un PIB/h compris entre 75 et 100 % de la moyenne de l'UE. Ces régions recouvrent la plus grande partie du Royaume-Uni et de la France, l'Espagne du Nord-Ouest au Sud-Est (Galice, Castilles, Valence), l'Allemagne de l'Est (ex RDA)

Ces régions ont connu des évolutions divergentes depuis le déclenchement de la crise de 2008, dont il nous faut rappeler les fondements.

## 2. Une crise financière, économique et budgétaire

La « crise » économique qui frappe l'Europe depuis quelques années, rappelons-le, est d'abord une crise bancaire (dite crise des *subprimes*), née de l'éclatement d'une bulle spéculative sur les crédits immobiliers aux Etats-Unis, qui entraîne la faillite de la banque Lehmann Brothers à l'automne 2008. Par le jeu des participations croisées, de la circulation des titres de dette « pourris » qui se retrouvent dans les bilans des banques, la crise détend aux banques européennes, qui se retrouvent asphyxiées et au bord de la faillite. La crise bancaire devient alors économique et sociale : l'assèchement du crédit freine la consommation et l'investissement, tirant l'économie dans une spirale déflationniste. Mais à la triple crise bancaire, économique et sociale s'ajoute bientôt une crise budgétaire, car les Etats sont confrontés à un triple défi : d'abord, la baisse des rentrées fiscales due au recul de l'activité économique ; puis l'augmentation des dépenses sociales liées à la crise économique (assurance chômage) ; et enfin la nécessité de renflouer leurs blanches, en fonction de la règle du *too big to fail* – l'idée est que les conséquences de la faillite des plus grandes banques, acteurs majeurs de l'économie, seraient si catastrophiques que les Etats ne peuvent les laisser faire faillite sans intervenir. Mais ce (nécessaire ?) sauvetage des banques vient encore alourdir les déficits budgétaires des Etats, aux finances déjà malmenées par le ralentissement de l'activité économique, augmentant encore

leur endettement qui atteint des niveaux peu soutenables. Ainsi la dette privée des banques se convertit-elle en dette publique des Etats... et la crise bancaire a-t-elle fini par devenir une crise de la dette, c'est-à-dire une crise des finances publiques.

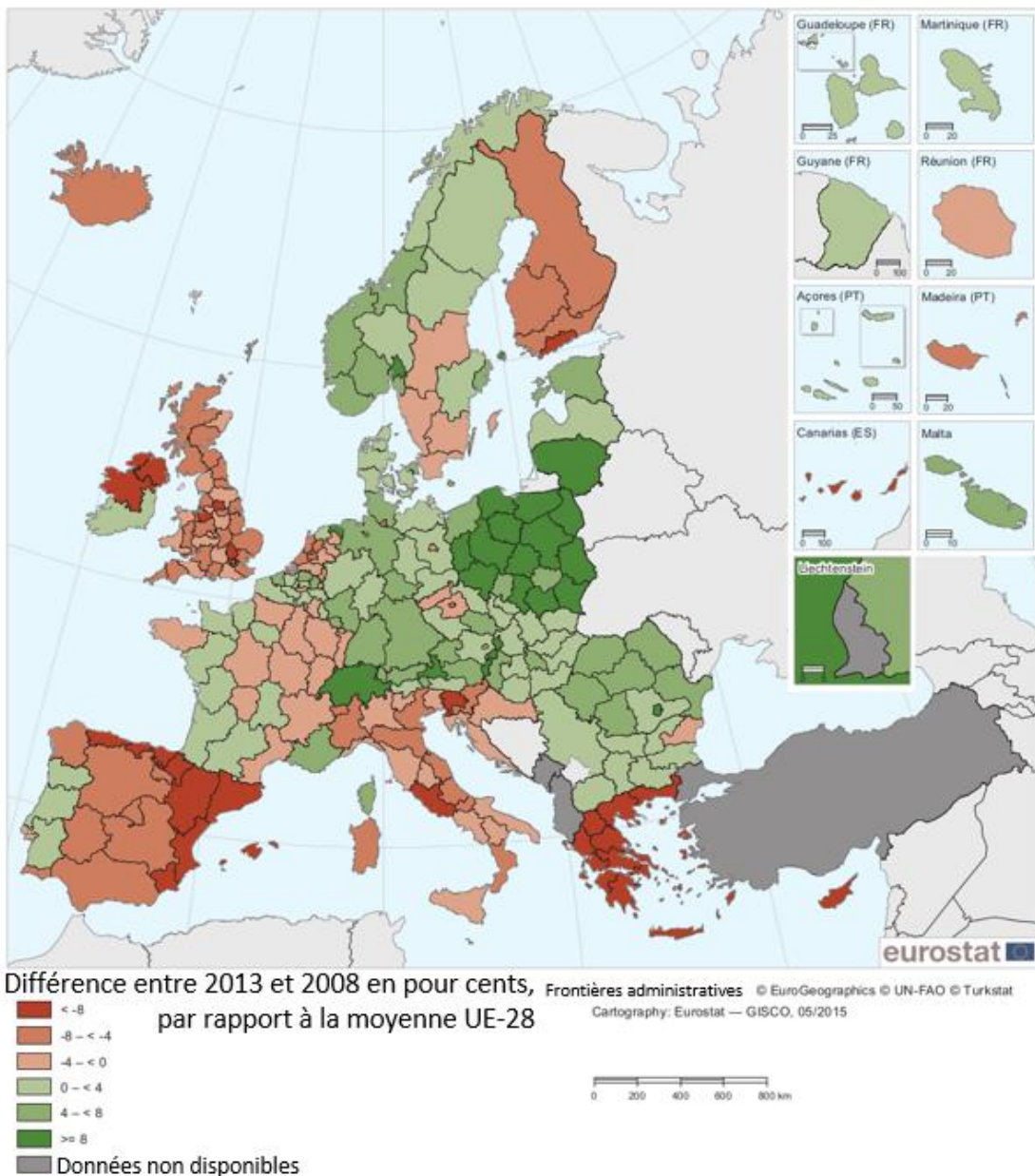
Or, pour compliquer le tout, les Etats européens ont tenté de sortir de cette crise de la dette dans le cadre de l'orthodoxie monétaire et budgétaire qui avait présidé à la mise en place de l'euro. Le salut devait venir de politiques d'austérité, censées rétablir les grands équilibres macro-économiques. Mais l'austérité, en achevant de déprimer une demande intérieure atone, n'a pas suffi à éviter à certains pays de frôler la cessation de paiement. En effet, l'endettement massif de ces Etats a entraîné la dégradation de la notation de leurs dettes souveraines, ce qui conduit à une augmentation des taux d'intérêts de cette dette et donc à une augmentation de la dette elle-même, car il faut alors contracter de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des précédents... Sans compter la spéculation monétaire qui a pu parfois aggraver les choses. Les pays les plus fragiles n'ont pu alors éviter le défaut de paiement que grâce à des interventions conjointes de l'UE et du FMI, dont nous reparlerons.

Ce rappel de la nature et du déroulé de la crise de 2008 n'a d'autre objectif que de nous permettre de comprendre que finalement, deux grands types d'indicateurs permettent d'en mesurer les effets : d'une part, malgré ses imperfections, la variation du PIB/h, pour saisir le ralentissement de l'activité économique, et d'autre part, le déficit budgétaire et le niveau d'endettement des différents Etats, afin d'appréhender l'ampleur de la crise des finances publiques selon les membres de l'UE. On notera que ces deux indicateurs permettent de jouer entre deux échelles différentes : si les statistiques européennes nous permettent de mesurer les variations du PIB/h à l'échelle régionale, la situation des finances publiques s'envisage forcément à l'échelle nationale.

Que nous apprennent ces indicateurs sur les impacts de la crise sur les territoires de l'UE ?

### 3. Gagnants et perdants de la crise

**Carte 2 : Variation du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant, en Standards de pouvoir d'Achat (SPA), par régions NUTS 2, 2008-13 <sup>(1)</sup>**



(1) Allemagne : données disponibles seulement au niveau NUTS 1. Suisse : niveau national. Belgique : 2009-13. Allemagne et Pays-Bas : 2010-13. Italie : 2011-13. Norvège : 2011-12.

Source: Eurostat (online data codes: nama\_10r\_2gdp and nama\_10\_pc)

La seconde carte sur laquelle il est nécessaire de nous pencher mesure l'évolution du Produit Intérieur Brut par habitant (PIB/h) par rapport à la moyenne européenne, par régions NUTS 2<sup>2</sup> entre 2008 et 2013 – donc, *grosso modo*, pendant les cinq premières années de la crise (**voir carte 2**). Comme sur la carte 1, le PIB/h est ici mesuré en SPA, ou Standard de Pouvoir d'Achat, pour tenir compte de la différence des niveaux de prix entre les pays

Les régions vertes s'en tirent mieux que la moyenne, les rouges moins bien ce qui ne signifie pas forcément une baisse en valeur absolue du PIB/h, mais le plus souvent une légère

<sup>2</sup> Sauf pour l'Allemagne, qui présente un découpage au niveau NUTS 1.

progression, cette progression restant inférieure à la moyenne européenne. En effet, en 2008, le PIB moyen par habitant en UE est de 25 900 SPA, puis il chute en 2009 et repart ensuite progressivement à la hausse, pour retrouver en 2011 le niveau de 2008, et atteindre en 2013 les 26 600 SPA. On voit qu'en cinq ans, de 2008 à 2013, le PIB moyen de l'UE a donc connu une très légère augmentation, de 2,7%. Toute région ayant connu sur cette période une augmentation du PIB/h positive, mais inférieure à cette moyenne de 2,7 % apparaîtra donc en rouge sur la carte, et toute région où le PIB/h aura augmenté de plus de 2,7% sur ces cinq années figurera donc en vert. Cette carte permet donc de distinguer les régions en fonction de leur dynamisme économique dans la crise par rapport à la moyenne européenne.

Trois grands ensembles apparaissent. D'abord, à dominante verte, une Europe qui a plutôt moins souffert de la crise que la moyenne. Cet ensemble correspond à un vaste bloc agrégeant l'Europe centrale et orientale, soit le monde germanique (Allemagne, Suisse, Autriche) ainsi que l'essentiel des pays de l'Est. Ne restent dans le rouge, au sein de ce bloc, que quelques rares régions (Berlin, Prague) ou pays (Slovénie et Croatie). D'autres régions de ce groupe, en vert foncé, ont particulièrement bien tiré leur épingle du jeu dans la crise : la Suisse, la Pologne, la Lituanie. Un deuxième bloc est constitué par des territoires en situation intermédiaire, dans la moyenne, où certaines régions font légèrement mieux et d'autres légèrement moins bien que la moyenne Européenne. C'est le cas de la France, avec un bilan mitigé selon les régions, du Benelux, où la Belgique s'en tire globalement mieux que les Pays-Bas, de la Scandinavie, avec une Norvège et un Danemark dans le vert, et une Suède mitigée. Enfin, un troisième groupe de territoires subit plus durement la crise que la moyenne de l'Europe : il s'agit essentiellement d'un vaste anneau périphérique, englobant l'Europe du Sud (Chypre, Grèce, Italie, Espagne), à l'exception notable du Portugal, mais aussi des périphéries occidentales et septentrionales : Royaume-Uni, Islande, Finlande. Certaines régions, en rouge foncé, apparaissent comme particulièrement affectées : Nord et Est de l'Espagne (Catalogne, Aragon, Valence), région d'Helsinki, Latium, Grèce et Chypre.

Comment comprendre et analyser ces évolutions, et comment s'articulent-elle aux enjeux géopolitiques de la construction européenne ? On peut lire derrière ces évolutions un double mouvement, de convergence-divergence, à la fois économique et politique, que l'on peut relier à trois grandes problématiques que nous traiterons successivement : la place de l'Allemagne en Europe, l'aide aux périphéries Sud et Ouest, l'intégration de l'Est.

## II. Quelles conséquences de la crise sur l'europhisme ?

### 1. Une Allemagne en position de force

En effet, un premier constat que l'on peut faire à partir de la lecture de ces cartes, est l'échappée de l'Allemagne, qui prend une longueur d'avance par rapport aux autres grandes puissances européennes – la France et le Royaume-Uni surtout.

**Tableau 1 : Evolution des Produit Intérieur Brut par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat de l'Allemagne, de la France et du Royaume Uni entre 2008 et 2013 ([source : Eurostat](#))**

	2008	2013	Evolution en %
<i>Allemagne</i>	<b>30 500</b>	<b>33 000</b>	<b>+ 8.2</b>
<i>France</i>	<b>27 500</b>	<b>28 900</b>	<b>+ 5</b>
<i>Royaume-Uni</i>	<b>30 400</b>	<b>29 000</b>	<b>- 4.6</b>



Avant la crise, l'Allemagne et le Royaume-Uni se tiennent en termes de PIB/h (en SPA), et affichent toutes deux une longueur d'avance par rapport à la France. La crise redistribue les cartes. L'Allemagne continue de se développer environ trois fois plus rapidement que la moyenne européenne, avec plus de 8% de croissance entre 2008 et 2013, tandis que le Royaume-Uni voit son PIB/h reculer sur la période. Si la France s'en sort honorablement avec 5% de croissance sur ces 5 ans, elle n'arrive pas pour autant à refaire son retard et se retrouve en 2013 à un niveau de PIB/h équivalent à celui du Royaume-Uni, tandis que l'Allemagne caracole largement en tête du trio, avec un PIB/h supérieur de 14% à celui des deux autres grandes puissances européennes.

Les éléments de la *success story* économique de l'Allemagne sont connus : un vaste réseau d'entreprises de taille intermédiaires (ETI, ou *Mittelstand*) nombreuses et compétitives, très présentes à l'exportation ; une tradition industrielle ancienne ; des domaines d'excellence à forte valeur ajoutée comme la machine-outil ; un enseignement professionnel de qualité ... Mais outre ce substrat industriel, des politiques économiques récentes sont venues renforcer la compétitivité de l'entreprise Allemagne. Les réformes Schröder (lois Hartz) de 2003 à 2005 ont introduit une certaine flexibilisation du marché du travail, qui éloigne le pays des recettes traditionnelle du capitalisme rhénan (culture du consensus, association des syndicats dans la gouvernance des entreprises, vision à long terme, partage de la valeur ajoutée très favorable au travail et à l'investissement...) pour lorgner vers un modèle anglo-saxon, plus libéral, privilégiant la rentabilité à court terme et le partage de la valeur ajoutée au profit du capital.

Certes, les résultats sont là : entre 2008 et 2013, malgré la crise, les exportations allemandes progressent de 15%, de 1,1 à 1,3 Md d'€. Si la croissance allemande connaît un trou d'air en 2009, avec un PIB en recul de 5,9 %, dès 2010 le pays rebondit, avec une croissance de 4,1 %, deux fois supérieure à celle de la France. En 2014, l'Allemagne est presque en situation de plein emploi, avec 4,5 % de chômage seulement. Mais certains observateurs soulignent le revers social de la réussite économique : si le chômage est faible, c'est parce que le temps partiel a explosé, avec 7,3 M de mini-jobs à 450 €/ mois. Et malgré les bons chiffres de la croissance et de l'emploi, 12,5 M d'Allemands vivent sous le seuil de pauvreté.

Sur le plan géopolitique, cette face cachée de l'insolente réussite économique allemande pèse peu. La conséquence en est un renforcement du poids de l'Allemagne en Europe. Cela est net dans le domaine économique. L'Allemagne est en effet, parmi les grands pays de l'UE, celui qui est le plus proche du respect des critères de Maastricht (1992), critères réaffirmés dans le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) de 1997 et dans le Traité sur Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG), aussi appelé « pacte budgétaire », entré en vigueur le 1er janvier 2013. En effet, l'Allemagne est le seul grand pays de l'UE à afficher un excédent budgétaire (+0,9 % du PIB en 2015), alors que tous les autres grands sont en déficit, déficits qui crèvent le plus souvent le plafond des 3% du PIB fixé par Maastricht et le PSC – sans parler du TSCG qui impose de limiter le déficit structurel du budget à 0,5 % du PIB ! Certes, en ce qui concerne la dette, avec un endettement public correspondant à 71 % du PIB, l'Allemagne outrepassa la limite imposée par les traités européens (60 % du PIB), mais elle reste le moins endetté des grands Etats européens, et le seul dont l'endettement diminue depuis 2010 (-10 % de PIB entre 2010 et 2015), ce qui est rendu possible par le retour à l'excédent budgétaire. L'Allemagne conforte ainsi sa position de première puissance européenne. Au poids de la démographie (l'Allemagne est le pays le plus peuplé de l'UE) vient s'ajouter la puissance d'une économie qui est la plus importante d'Europe en termes de PIB mais aussi la seule à suivre la trajectoire des finances publiques définie par les traités européens. Tout ceci donne

naturellement à l'Allemagne une position de force et une légitimité accrue pour exercer un leadership européen.

Mais cette affirmation politique de l'Allemagne ne va pas sans heurts avec ses partenaires européens, qui y voient parfois une forme d'unilatéralisme et, pour les plus virulents d'entre eux, aux extrêmes de l'échiquier politique, n'hésitent pas à dénoncer « l'Europe allemande », jouant cyniquement sur de vieux fantasmes hérités de la seconde guerre mondiale (Stark, 2010). Cette tendance est notamment perceptible en France, pays qui se considère, en matière d'influence européenne, comme au moins égale à son voisin germanique, et co-dépositaire d'un leadership européen naturel, qui s'incarnerait dans le « couple franco-allemand ». Or le décrochage économique de la France par rapport à l'Allemagne, et le renforcement consécutif de l'influence allemande en Europe, réveillent des relents d'un anti-germanisme primaire que l'on croyait dépassé depuis le rapprochement De Gaulle-Adenauer<sup>3</sup>. Mais les Français ne sont pas les seuls à craindre que l'Allemagne n'impose ses vues à l'UE : le groupe de Visegrád<sup>4</sup> dénonce avec virulence l'unilatéralisme d'Angela Merkel sur sa politique d'accueil des réfugiés, la chancelière ayant selon eux créé un appel d'air en ouvrant trop largement les frontières de son pays à l'automne 2015. Enfin, une forte germanophobie se manifeste régulièrement à l'occasion de manifestations en Grèce contre les politiques d'austérité, qui sont pour beaucoup de Grecs imposées par leur pays à l'Allemagne, perçue comme l'acteur majeur influençant les décisions de la troïka<sup>5</sup> censée aider la Grèce à sortir de sa quasi-banqueroute.

Si l'Allemagne n'est pas, en réalité, la seule comptable du sort de la Grèce, il est cependant indéniable que son poids économique renforcé en UE et dans la zone Euro lui donne une influence solide dans la conception et la mise en œuvre des politiques d'aides aux périphéries européennes les plus touchées par la crise. Les manifestations les plus aigües de la crise économique et budgétaire ont en effet permis à l'UE de redéfinir les modalités de la solidarité européenne.

## 2. Des périphéries Ouest et Sud réintégrées ?

Cinq pays de la zone Euro ont bénéficié des aides de la troïka depuis le début de la crise de 2008 : la Grèce et l'Irlande en 2010, le Portugal en 2011, l'Espagne en 2012 et Chypre en 2013. On voit qu'il s'agit, hormis l'Irlande, de pays du Sud, qui ont rejoint la construction européenne un quart de siècle après ses débuts – 1981 pour la Grèce, 1986 pour la péninsule ibérique et même 2004 pour Chypre. Le cas le plus douloureux difficile est sans doute celui de la Grèce, où le PIB/h en SPA a reculé de 15 à 25 % selon les régions entre 2008 et 2011, avec une dette à 180 % du PIB, un niveau insoutenable, qui maintient la Grèce en permanence au bord du défaut de paiement malgré les efforts colossaux consentis par la population, soumise à des politiques d'austérité drastiques (Wyplosz, 2012). On a évoqué plus haut les tensions que cette situation entraîne entre la Grèce et l'Allemagne, perçue comme le chef de file des créanciers par l'opinion grecque, l'inflexible défenseur de la plus stricte orthodoxie budgétaire – d'où découle la logique de coupes sombres dans les dépenses publiques et d'augmentation des impôts.

Cette crise des dettes souveraines est apparue comme un véritable test pour la solidarité européenne. Finalement, quelles qu'aient été les tensions entre les Etats sur ce sujet, la volonté

---

<sup>3</sup> Ainsi cette une de l'hebdomadaire *Marianne* du 17 au 23 juillet 2015 présentant Angela Merkel affublée d'un casque à pointe...

<sup>4</sup> Groupe informel de pays d'Europe centrale réunissant Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie.

<sup>5</sup> Cette troïka comprend le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne.

d'unité l'a finalement emporté. Pour surmonter la crise, en effet, l'UE a dû se résoudre à renforcer ses mécanismes de cohésion et de solidarité financière. En 2010, l'UE a mis en place un Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF), transformé en Mécanisme Européen de Stabilité (MES) en 2013, pour soutenir les pays en difficulté, ce qui revient, malgré les réticences initiales de l'Allemagne, à accepter de garantir les dettes des Etats membres. En outre, un système de supervision bancaire a vu le jour, et la BCE est intervenue dans le rachat de dettes souveraines. Du côté des Etats en crise, un pas vers le compromis a également été fait, quand Alexis Tsipras, élu en Grèce sur une promesse de rupture avec les politiques d'austérité, s'est finalement résolu à continuer d'appliquer l'essentiel des recettes de la troïka, malgré quelques ajustements à la marge.

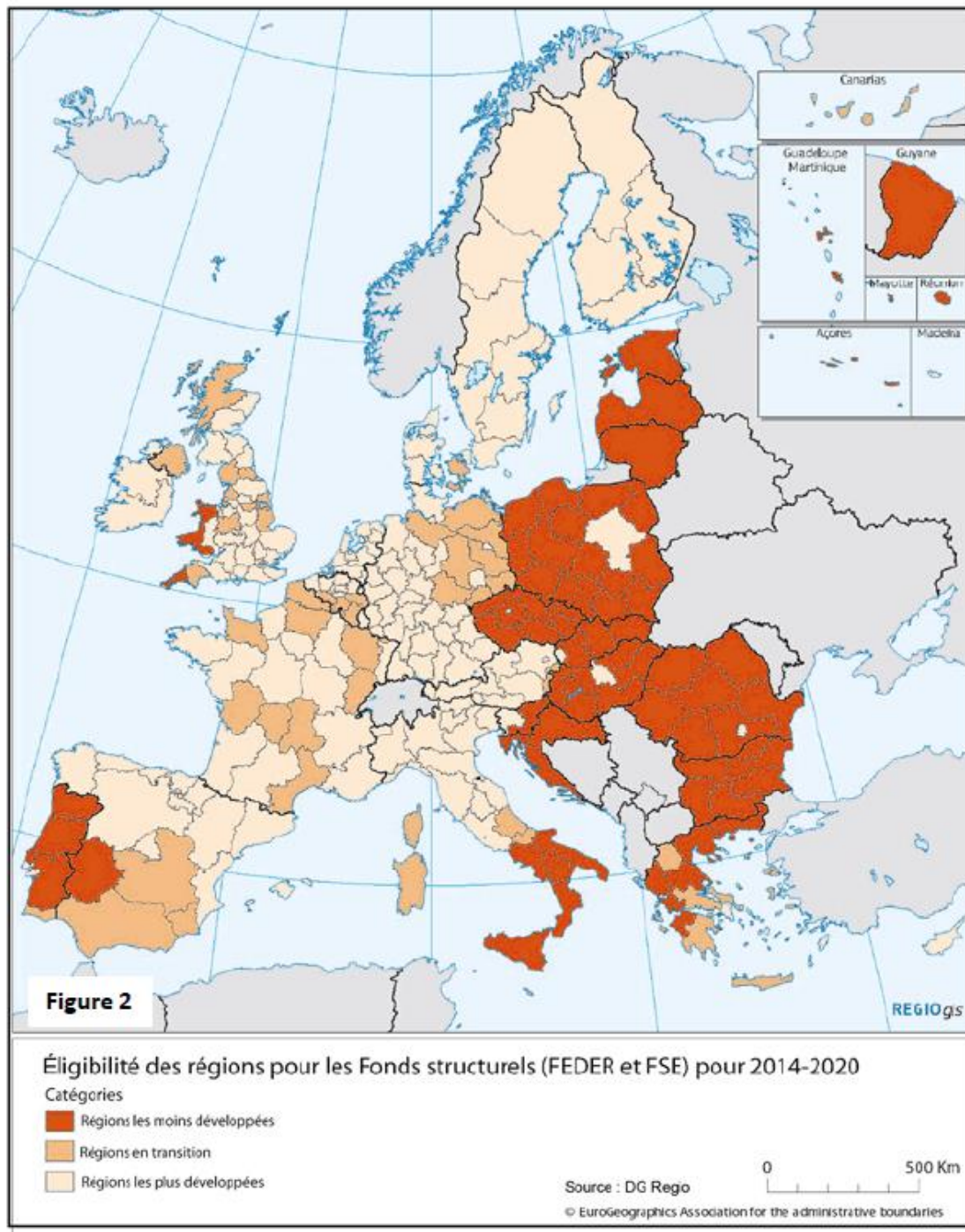
Ainsi, le constat doit être fait qu'objectivement, quels que soient les discours et les critiques sur l'efficacité de l'UE dans la tourmente, la crise a renforcé l'intégration économique européenne, en forçant les Etats membres à inventer des mécanismes de sauvetage financier qui n'avaient pas été prévus – sans doute à tort – lors de la création de la monnaie unique. Mais si objectivement, la cohésion macro-économique a été renforcée par la crise en Europe, qu'en est-il subjectivement, en termes de représentations ? Quels ont été les effets de la crise sur l'europhisme ? Ce qui semble l'emporter, c'est une volonté de se maintenir dans l'UE, mais dans le cadre d'un arrimage « de raison » à l'UE. Deux exemples illustrent cet effet de la crise sur le sentiment européen : le Portugal et la Grèce.

Le Portugal, « bon élève » de l'austérité, remonte la pente. Le pays est sorti en 2014 du programme d'aide de la troïka, après avoir reçu 78 Md € d'aides entre 2011 et 2014. Le PIB a progressé plus vite que la moyenne européenne durant la crise, mais le coût social du redressement est élevé : un Portugais sur cinq vit avec moins de 409 € / mois. Pourtant, même si l'image de l'Europe s'y est dégradée, le pays reste arrimé à l'UE, et on n'y voit pas de rejet massif de l'appartenance à l'Union. « Il n'y a pas au Portugal un euroscepticisme, mais plutôt un eurofatalisme », selon le mot de Rui Moreira, maire de Porto.

En Grèce, le bilan économique est beaucoup moins favorable. L'économie reste dans le rouge ; la situation n'est toujours pas stabilisée et de nouvelles réformes structurelles sont régulièrement exigées. Pourtant, malgré d'âpres débats, les Grecs semblent majoritairement avoir fait le choix de l'Europe, par conviction ou par nécessité – malgré une minorité tentée par l'extrême droite du parti Aube Dorée et le rejet des valeurs européennes. Dans l'ensemble, l'eurofatalisme semble l'emporter en Grèce également, alors même que la trajectoire économique du pays, plus ou moins contrainte par la troïka, est bien plus difficile que dans le cas portugais.

### 3. A l'Est, convergence et turbulences

Si la crise a eu impact important sur les périphéries du Sud de l'Europe, elle a également fait sentir ses effets sur l'Europe de l'Est. La crise, paradoxalement, a accéléré le rattrapage économique des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECOS). En effet, si ces pays sont les plus en retard de développement par rapport à la moyenne de l'UE, ils connaissent aussi depuis le début de la crise des taux de croissance nettement supérieurs à la moyenne européenne. Il faut rappeler que la convergence économique est précisément un objectif majeur des politiques européennes (**voir figure 2**), à travers la politique régionale ou politique de cohésion de l'UE. Les fonds européens alimentant cette politique sont attribués à l'échelle régionale, en fonction du niveau de développement des régions par rapport à la moyenne européenne.



Ainsi, pour la période 2014-2020, 182 Md € des 271 Md € du budget de la politique de cohésion, soit les deux tiers du total, sont-ils alloués par la Commission Européenne aux régions les moins développées de l'UE, c'est-à-dire les régions dont le PIB/h est inférieur à 75% de la moyenne UE, alors que ces régions ne totalisent que 27 % de la population de l'UE. Comme le montre la figure 2, ces régions correspondent essentiellement aux PECOS entrés dans l'UE en 2004, auxquels il faut retrancher quelques régions capitales (la Mazovie, région de Varsovie, ainsi que Prague, Budapest et Bucarest), et rajouter quelques régions périphériques de l'Ouest et du Sud de l'Europe en difficulté : Pays de Galles, Cornouailles, Portugal, Estrémadure, Mezzogiorno et Sicile, et une bonne partie des régions grecques). Il faut toutefois rappeler que cette politique de cohésion européenne ne dispose que d'un budget très limité, ce qui en limite

l'efficacité. Le budget de l'UE ne représente qu'un pour cent du PIB de l'Union, et seulement un tiers de ce budget est affecté à la politique régionale. Les transferts européens sont donc une manne relativement réduites par rapport aux investissements nationaux, bien que pour certains Etats, ils aient indéniablement contribué à une modernisation accélérée des infrastructures, ce qui favorise doublement la croissance économique : la construction de ces infrastructures (routes, voies ferrées, assainissement, etc.) crée de l'emploi localement, et leur présence améliore ensuite la compétitivité des économies et leur attractivité pour les investissements étrangers.

Il est au final difficile d'estimer la part des transferts européens dans la bonne tenue économique des PECOS lors de la crise, mais il semble en tout cas que la crise ait constitué pour ces pays une période de rattrapage, en raison à la fois des aides européennes, de leur dynamique économique interne, et aussi d'un relatif ralentissement des économies de l'Europe de l'Ouest.

La Pologne constitue un cas emblématique de ces évolutions. Malgré la crise, son PIB a augmenté de 3,5 % en 2015, et de 25 % depuis 2008, soit dix fois plus vite que la moyenne européenne ! Comment comprendre ces bons résultats ? Comme pour l'Allemagne, ils sont multifactoriels. Comme l'Allemagne, la Pologne a rendu son marché du travail très flexible, et sa compétitivité est renforcée par des salaires plus faibles qu'à l'Ouest. Cette compétitivité salariale est encore accrue par la présence dans le pays d'un volant de main d'œuvre ukrainienne, qui travaille pour le quart du salaire horaire polonais : 1,5 à 2 € / h contre 8 € / h pour la main d'œuvre locale. Une émigration importante, estimée à plus de 200 000 Polonais, envoie également au pays des salaires gagnés en Allemagne ou au Royaume-Uni. Le gouvernement tente également d'attirer les investissements étrangers par une politique de faible fiscalité pour les entreprises. Le pays bénéficie en outre du dynamisme de l'économie allemande, évoquée plus haut, auquel il participe largement via la sous-traitance des entreprises germaniques. Enfin, le rôle des aides européennes, au titre de la politique de cohésion, n'est pas à négliger : la Pologne, le plus étendu et le plus peuplé des PECOS, a reçu 60 Md € d'investissements européens entre 2007 et 2013, et une somme équivalente est programmée pour la période 2014-2020.

Dans le domaine de la politique européenne, le choix du polonais Donald Tusk à la présidence du conseil européen en 2014 traduit également, outre les qualités personnelles du candidat, la reconnaissance de la place de la Pologne dans le concert européen.

Or, paradoxalement, ce dynamisme économique de la Pologne et cette reconnaissance géopolitique sont accompagnées d'une forte poussée d'euro-scepticisme tant dans la société que parmi les élites du pays. La Pologne fait partie du groupe de Visegrád, un quatuor de pays de l'Europe de l'Est<sup>6</sup> violemment opposé au plan de relocalisation des migrants de l'UE, qui prévoit la répartition de 160 000 migrants arrivés en Grèce ou en Italie dans les 26 autres Etats de l'Union. Le 26 octobre 2015, des élections parlementaires ont porté au pouvoir en Pologne le PiS (parti Droit et Justice) de Jarosław Kaczyński, un parti ultra-conservateur, nationaliste, xénophobe et très anti-européen, qui succède à huit ans de règne des libéraux de centre-droit de la Plateforme Civique emmenée par... Donald Tusk.

Ce refus de l'euro-péisme peut sembler étonnant dans un pays qui a connu un indéniable développement économique depuis son entrée dans l'Union, et dont nous avons vu que la crise

---

<sup>6</sup> Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Hongrie.

de 2008 n'a que modérément altéré le dynamisme. Néanmoins, si l'on examine les performances de la Pologne à d'autres échelles socio-spatiales, des difficultés persistent qui peuvent expliquer la frustration d'une partie des électeurs. Malgré la croissance, le chômage reste en effet relativement élevé, à 12 % de la population active. Une partie de la population ne bénéficie donc de la croissance économique. Une partie des régions aussi : en effet, le développement récent du pays s'est fait de façon inégale, touchant essentiellement les grandes villes (notamment Varsovie, dont le PIB/h est désormais proche de la moyenne européenne), et l'Ouest du pays. La Pologne orientale, les bourgs ruraux, les campagnes, restent largement en marge du « miracle polonais ».

En conclusion, on observe donc des impacts de la crise très différenciés selon les territoires, tant sur le plan purement économique que sur le plan des effets politiques induits par ces mutations économiques. La crise est source de différenciation économique, induisant des formes de tensions (géo)politiques. L'insolente bonne santé économique allemande, le décrochage relatif de la France et du Royaume-Uni (accru pour ce dernier par le Brexit) renforcent le poids de l'Allemagne en Europe, et la placent en position de locomotive économique mais aussi politique de l'Union. A l'inverse, les pays périphériques englués dans les difficultés économiques et dépendants des aides européennes risquent une certaine marginalisation, et se sentent parfois humiliés par une Union qui empiète trop sur leur souveraineté à leur goût. C'est particulièrement le cas en Grèce, mais ce sentiment peut aussi se retrouver au Portugal par exemple. Malgré ces tensions, il semble pourtant qu'objectivement, la crise ait plutôt renforcé la cohésion européenne. Après bien des négociations et atermoiements, les 28 ont fini par accepter la mise en place de mécanisme de solidarité financière entre eux – avec en contrepartie un contrôle budgétaire renforcé de la Commission sur les Etats. Enfin, la crise a vu les pays de l'Est accélérer leur rattrapage économique sur la « vieille Europe », ce qui devrait à terme renforcer l'homogénéité et donc l'intégration économique de l'Union.

Cependant, en ce qui concerne l'europhisme, le bilan de la crise est plus nuancé. On n'observe pas de corrélation évidente entre les dynamiques économiques des territoires et l'évolution du sentiment européen en leur sein. Chez les pays les plus durement touchés par la crise, notamment au Sud de l'Europe, on semble se résoudre à un eurofatalisme imprégné de ressentiment envers Bruxelles (et Berlin), sans remise en cause massive de l'appartenance à l'Union. Chez les pays qui, économiquement, ont le mieux tiré leur épingle du jeu, comme en Europe de l'Est, on assiste paradoxalement au développement d'un puissant euroscepticisme dans une partie de l'opinion. Pourtant, la plus importante remise en cause récente de l'europhisme est finalement venue en juin 2016, à travers le « oui » au référendum sur le Brexit, d'un pays, le Royaume-Uni, qui n'était pas le plus secoué par les turbulences de la crise, ni l'un des plus intégré à la construction européenne<sup>7</sup>

La crise de 2008 a donc fait rentrer l'intégration européenne dans une période de turbulences, avec des effets contrastés : un (nécessaire) renforcement objectif de la cohésion économique européenne d'une part, mais d'autre part une crise globale de l'europhisme, entre eurofatalisme larvé et euroscepticisme affirmé. Cette poussée eurosceptique n'est toutefois pas strictement corrélée aux pures variables économiques. D'autres registres d'analyse (historiques, culturels, géopolitiques) doivent donc être pris en compte pour contribuer à éclairer les avatars de l'europhisme et de l'euroscepticisme dans les territoires de l'UE. La crise des migrants, la

---

<sup>7</sup> Le Royaume-Uni ayant refusé de participer à la monnaie unique et aux accords de Schengen.

menace djihadiste, le renouveau des nationalismes, et la focalisation sur les questions « identitaires » sont des éléments d'explication au moins aussi importants que les aspects uniquement économiques pour comprendre le divorce entre les peuples d'Europe et le projet européen.

### **Références bibliographiques :**

Castillo Monique, Ferry Jean-Marc, « Le malaise européen, de la crise des dettes au défi de l'intégration », *Études*, 2015/5 (mai), p. 55-68. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2015-5-page-55.htm>

Cossé Pierre-Yves, « La crise de confiance dans l'Europe », *Esprit*, 2010/7 (Juillet), p. 29-38. DOI : 10.3917/espri.1007.0029. URL : <https://www.cairn.info/revue-esprit-2010-7-page-29.htm>

Crozet Matthieu, « Les défis de l'hétérogénéité de l'Union européenne », *Regards croisés sur l'économie*, 2012/1 (n° 11), p. 33-39. URL : <https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2012-1-page-33.htm>

Richard Yann, « La crise européenne. Un regard de géographe », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 avril 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13043>

Stark Hans, « Européenne, l'Allemagne ? Retour sur un long procès », *Politique étrangère*, 2010/3 (Automne), p. 523-535. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-3-page-523.htm>

Wyplosz Charles, « Les racines de la crise », *Regards croisés sur l'économie*, 2012/1 (n° 11), p. 26-30. URL : <https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2012-1-page-26.htm>